



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
BR

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la
société IMERYS TC à COLOMIERS

N° 176

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009 autorisant la société IMERYS TC à exploiter une briqueterie 35 route d'Auch à COLOMIERS ;

Vu la visite de l'inspection des installations classées du 02 novembre 2010 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 30 novembre 2010 ;

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 2 novembre 2010, le non-respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009, à savoir :

- article 3.2.3 : La hauteur des cheminées est insuffisante (séchoirs, fours et préfours notamment) ;
- article 4.3.5 : Les eaux pluviales du site ne sont pas canalisées et traitées avant rejet, de plus les bassins de confinement n'ont pas été mis en place ;
- l'article 7.2.5 : Les mesures de protection en cas d'inondation dans la zone Nord ne sont pas mises en œuvre ;
- chapitre 8.1 : Le contrôle annuel des sécurités de fonctionnement des fours et séchoirs n'a pas été effectué ;

- chapitre 8.3 :

- les silos n'ont pas été munis d'évents ;

- les équipements de transfert des sciures ne sont pas équipés de dispositifs de détection des dysfonctionnements ;

- aucun dispositif de sécurité n'a été mis en place en sortie du séchoir des sciures en amont des silos ;

- la détection incendie était défectueuse dans l'atelier sciure.

- article 8.5.2 : Les chaudières sont implantées dans une zone ouverte sur l'ensemble de l'usine qui ne répond pas aux dispositions constructives de l'arrêté. La coupure de l'alimentation de gaz par 2 vannes automatiques placées en série asservies aux détections gaz n'est pas assurée.

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à présenter un risque notable pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre la société IMERYS TC en demeure de régulariser sa situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

A R R E T E

ARTICLE 1er – La société IMERYS TC est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter pour la briqueterie qu'elle exploite 35 route d'Auch à COLOMIERS, les prescriptions de l'arrêté du 15 mai 2009 selon les délais mentionnés ci-dessous :

Prescriptions de l'arrêté du 15 mai 2009	Délais	Actions correctives
Article 3.2.3	6 mois	Mettre en conformité les points de rejets atmosphériques (hauteur et forme des cheminées)
Article 4.3.5	18 mois	Mettre en conformité les points de rejets des eaux pluviales (localisation des points de rejets, dispositifs de traitement, bassins de confinement ...)
Article 7.2.5	3 mois	Mettre en œuvre les mesures de protection en cas d'inondation dans la zone Nord
Article 8.5.2	3 mois	Respecter les dispositions constructives Assurer la coupure de l'alimentation de gaz par 2 vannes automatiques placées en série asservies aux détections gaz
Chapitre 8.1	3 mois	Faire contrôler les sécurités de fonctionnement des fours et séchoirs
Chapitre 8.3	6 mois	Achever les travaux de mise en conformité prévus suite à l'audit TRIVALOR (mise en place des événements, de dispositifs de détection des dysfonctionnements sur les manutentions, d'un dispositif de sécurité en sortie du séchoir des sciures en amont des silos)
	1 mois	Remettre en service la détection incendie de l'atelier sciures

ARTICLE 2 – A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3- Délai et voie de recours.

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du
logement, inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Toulouse, le 13 DEC. 2010

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN

